



Les mutations de la protection de la liberté d'expression dans l'Union européenne

Appel à communication

Si l'interdépendance entre les trois piliers de la société démocratique que sont la protection des droits fondamentaux, le principe de démocratie et l'État de droit n'est plus à démontrer, le droit à la liberté d'expression fait partie de ces droits qui jouent un rôle particulier dans le bon fonctionnement de nos sociétés démocratiques. En permettant la libre expression des oppositions politiques, des médias, des lanceurs d'alerte mais aussi des simples citoyens, ce droit fondamental est consubstantiel à la notion de société démocratique telle qu'elle a été conçue par la Cour européenne des droits de l'homme et reprise au sein de l'Union européenne, notamment dans la proclamation à l'article 2 TUE des valeurs qui la fondent. Au sens de l'art. 11 de la Charte il s'agit de la "liberté d'expression et d'information" et l'on pourra s'interroger sur la dénomination choisie liberté d'expression ou liberté d'expression et d'information. Toutefois, pour important qu'il soit, ce droit est longtemps resté cantonné au sein de l'Union au seul domaine du marché intérieur, plus précisément la libre prestation de services, faute notamment de compétence normative permettant l'adoption d'actes de droit dérivé hors de ce cadre relativement étroit.

Cette situation semble avoir changé depuis quelques années, les actions de l'UE dans le domaine de la liberté d'expression s'étant intensifiées et surtout diversifiées. En effet, qu'il s'agisse du numérique, de la communication politique, de la protection des journalistes et des lanceurs d'alerte ou encore de la liberté académique, la liberté d'expression est au cœur de nombre d'actes de droit dérivé récemment adoptés ou encore en cours d'adoption, tout en voyant sa présence se renforcer nettement dans la jurisprudence de la Cour de justice.

C'est ce phénomène, ses causes, ses manifestations et ce qu'il nous dit de l'Union et de sa conception de la liberté d'expression que le présent projet de recherche collective ambitionne d'appréhender en croisant les approches disciplinaires.

Après une phase de travail individuel des différents participants sur des thèmes préalablement identifiés ou proposés via l'appel à communication, un workshop fermé (mai 2024) permettra d'échanger les idées et d'enrichir les réflexions avant une remise des contributions (sept 2024) et un colloque de dissémination (fin 2024).

Les différentes contributions pourraient être organisées de la façon suivante :

1- Approches transversales du phénomène de montée en puissance du droit à la liberté d'expression dans l'UE

- Approche notionnelle de la liberté d'expression (Différentes dimensions de la liberté d'expression: recevoir des informations, les diffuser, garder le silence)
- Lien avec les compétences: l'UE n'a pas de compétence en matière de liberté d'expression mais l'aborde au travers de la réglementation de ses différents domaines d'application (essentiellement via l'harmonisation au sein du marché intérieur mais pas seulement).
- Lien avec la valeur "démocratie" (forme de concrétisation de cette valeur avec un parallèle possible avec le phénomène relatif à l'Etat de droit) / liberté d'expression et discours de haine (décision Conseil 2008/913).
- Analyse des raisons justifiant cette mise à l'agenda européen de la liberté d'expression

2- Approches thématiques et manifestations sectorielles

- Liberté d'expression & numérique
 - Liberté d'expression en ligne : DSA/DMA, lutte contre les discours de haine, conciliation avec les droits de PI (C-401/19 par ex.).
 - Vie privée en ligne & liberté d'expression
- Liberté d'expression & politique
 - des parlementaires et autres responsables politiques (nationaux et européens) et les opinions politiques (CJUE 12 janvier 2023 C-280/21)
 - Fonctionnaires européens (devoir de réserve)
 - Publicité politique et lutte contre les fakenews (étude publiée par le PE sur ce thème [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document/IPOL_STU\(2021\)695445](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document/IPOL_STU(2021)695445)).
- Journalisme & liberté d'expression
 - Liberté d'expression & contentieux des sanctions ciblées (dernièrement RT France).
 - Proposition relative aux procédures baillons ("Anti-SLAPP") : COM(2022) 177 final & étude de la commission JURI : [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document/IPOL_STU\(2021\)697288](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document/IPOL_STU(2021)697288)
 - Articulation entre liberté d'expression et protection des secrets d'affaire qui a souvent été présentée comme une limite importante à la liberté de la presse
- Protection des lanceurs d'alerte
- La liberté académique & la liberté des arts et des sciences (qui sont protégées au titre de la liberté d'expression par la CourEDH et désormais par la CJUE C-66/18)

3- Bilan & perspectives

- Existe-t-il une conception particulière à l'UE de la liberté d'expression et, si oui, celle-ci a-t-elle évolué récemment (et varie-t-elle selon les domaines) ?
- Quelles perspectives pour la protection du droit à la liberté d'expression dans l'UE ?

Calendrier et modalités de soumission

Les propositions de participation peuvent être adressées avant le 20 novembre 2023, accompagnées d'un court CV sous la forme d'un court texte de présentation de 4000 signes maximum incluant le titre de la

contribution envisagée à romain.tiniere@univ-grenoble-alpes.fr

Direction scientifique : Christophe Maubernard (PR Montpellier), Sébastien Platon (Pr Bordeaux), Romain Tinière (PR UGA)

Changes in the protection of freedom of expression in the European Union

While the interdependence between the three pillars of democratic society - the protection of fundamental rights, the principle of democracy and the rule of law - no longer needs to be demonstrated, the right to freedom of expression is one of those rights that play a special role in the proper functioning of our democratic societies. By allowing the free expression of political opposition, the media and whistleblowers, as well as ordinary citizens, this fundamental right is consubstantial with the notion of a democratic society as conceived by the European Court of Human Rights and taken up within the European Union, notably in the proclamation in Article 2 TEU of the values on which it is founded [within the meaning of Art. 11 Charter, it is a question of "freedom of expression and information", and it is debatable whether the term freedom of expression or freedom of expression and information should be chosen]. However, important as it is, this right has long remained confined within the Union to the area of the internal market, more specifically the freedom to provide services, notably due to a lack of normative competence allowing the adoption of secondary legislation outside this relatively narrow framework.

This situation seems to have changed in recent years, as the EU's actions in the area of freedom of expression have intensified and, above all, diversified. Whether it is a question of digital technology, political communication, the protection of journalists and whistleblowers or academic freedom, freedom of expression is at the heart of a number of secondary legislation instruments recently adopted or still in the process of being adopted, while at the same time seeing its presence clearly reinforced in the case law of the Court of Justice.

It is this phenomenon, its causes and manifestations, and what it tells us about the European Union and its conception of freedom of expression, that this collective research project aims to understand by crossing disciplinary approaches.

After a phase of individual work by the various participants on themes identified in advance or proposed via the call for papers, a closed workshop (May 2024) will allow ideas to be exchanged and reflections to be enriched before contributions are submitted (September 2024) and a dissemination conference (end 2024).

The various contributions could be organized as follows:

1- Cross-cutting approaches to the growing importance of the right to freedom of expression in the EU

- Notional approach to freedom of expression (different dimensions of freedom of expression: receiving information, disseminating it, remaining silent)
- Link with competences: the EU has no competence in the area of freedom of expression, but addresses it through the regulation of its various areas of application (mainly via harmonisation within the internal market, but not exclusively).
- Link with the value of "democracy" (form of concretisation of this value with a possible parallel with the phenomenon relating to the rule of law) / freedom of expression and hate speech (Council Decision 2008/913)
- Analysis of the reasons why freedom of expression has been placed on the European agenda.

2- Thematic approaches and sectoral events

- Freedom of expression & digital
 - Freedom of expression online: DSA/DMA, fight against hate speech, reconciliation with IP rights (e.g. C-401/19).
 - Online privacy & freedom of expression
- Freedom of expression & politics
 - Parliamentarians and other politicians (national and European) and political opinions (CJEU 12 January 2023 C-280/21)
 - European officials (duty of confidentiality)
 - Political advertising and the fight against fakenews (study published by the EP on this subject [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document/IPOL_STU\(2021\)695445](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document/IPOL_STU(2021)695445)).
- Journalism & freedom of expression
 - Freedom of expression & targeted sanctions litigation (most recently RT France).
 - Proposal on "Anti-SLAPP" procedures: COM(2022) 177 final & study by the JURI Committee: [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document/IPOL_STU\(2021\)697288](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document/IPOL_STU(2021)697288)
 - Articulation between freedom of expression and protection of business secrets, which has often been presented as an important limit to press freedom.
- Protection of whistleblowers
- Academic freedom & freedom of the arts and sciences (which are protected under freedom of expression by the ECtHR and now by CJEU C-66/18)

3- Assessment and outlook

Is there a specific EU concept of freedom of expression and, if so, has it evolved recently (and does it vary from one area to another)?

What are the prospects for protecting the right to freedom of expression in the EU?

Submission timetable and procedures

Proposals for participation may be sent before 20 November 2023, together with a short CV in the form of a short presentation text of no more than 4,000 characters including the title of the planned contribution to romain.tiniere@univ-grenoble-alpes.fr.

Scientific direction: Christophe Maubernard (PR Montpellier), Sébastien Platon (PR Bordeaux), Romain Tinière (PR UGA)